

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICE



Direction de l'Administration  
et des Finances

Service achats/marchés

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES n° 39 du 07/10/2025

Relatif à

Dossier suivi par :  
Service achats/marchés

Ligne directe :  
01 49 77 38 71

N. Réf. :

V. Réf.

Externalisation de la saisie et codification OQALI

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	Contexte .....	3
ARTICLE 2	Dispositions générales .....	3
2.1	Mode de passation.....	3
2.2	Objet et forme .....	4
2.3	Durée .....	4
2.4	Pièces constitutives du marché .....	4
2.5	Disposition particulière.....	5
2.6	Forme des notifications et informations.....	5
2.7	Co-traitance.....	5
2.8	Sous-traitance.....	5
ARTICLE 3	Conditions d'exécution des prestations.....	6
3.1	DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCE AUX NORMES .....	6
3.2	Lieux d'exécution .....	6
3.3	Bons de commandes .....	6
3.4	pénalité.....	7
3.5	Suivi de la prestation .....	8
3.6	Transport .....	8
3.7	Protection des données personnelles .....	8
ARTICLE 4	Responsabilité et obligations du titulaire .....	8
4.1	Personnel du titulaire - dommages .....	8
4.2	dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire ou d'impossibilité momentanée d'exécuter les prestations .....	8
4.3	Clause environnementale .....	9
4.4	Assurances .....	9
4.5	Confidentialité .....	9
4.6	Prévention de santé sécurité au travail .....	10
ARTICLE 5	Vérifications et admission.....	11
ARTICLE 6	Prix du marché.....	11
6.1	Généralités .....	11
6.2	Forme du prix .....	11
6.3	Variation des prix .....	11
ARTICLE 7	Modalités de règlement du marché .....	12
7.1	Avance .....	12
7.2	Paiement.....	12
7.3	Modalités de paiement.....	13
7.4	Facturation .....	13
ARTICLE 8	Résiliation du marché .....	15
ARTICLE 9	Garantie .....	15
ARTICLE 10	Autres dispositions.....	16
ARTICLE 11	Litiges .....	16
ARTICLE 12	Dérogations .....	16

## **ARTICLE 1      CONTEXTE**

Le projet Oqali est mené en collaboration par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Il a pour missions de centraliser et traiter les données nutritionnelles et socio-économiques de l'alimentation afin d'assurer un suivi de l'offre alimentaire en France, par secteur alimentaire au niveau des références produits.

Afin de répondre aux missions de l'Oqali, tous les produits alimentaires transformés vendus en France ont vocation à être suivis (l'Annexe 1 présente les secteurs étudiés par l'Oqali). Toutes les informations présentes sur les emballages des produits alimentaires sont saisies et codifiées dans la base de données de l'Oqali.

Des traitements et des indicateurs de suivi sont ensuite mis en place par famille de produits. Enfin, des études sectorielles sont publiées sur le site internet de l'Oqali afin de suivre, dans le temps, les évolutions des paramètres étudiés (<https://www.oqali.fr/>).

La collecte des différents produits étudiés et la saisie et codification des informations présentes sur leurs emballages sont une étape primordiale pour assurer le suivi de l'Oqali.

## **ARTICLE 2      DISPOSITIONS GENERALES**

L'Oqali étant gérée conjointement par l'Anses et INRAE, une convention de groupement de commande a été signée entre :

D'une part :

**L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement de du travail (Anses)**  
Représentée par Benoit Vallet, agissant en qualité de Directeur Général,  
Adresse : 14 rue Pierre et Marie Curie - 94701 Maisons-Alfort Cedex

Et d'autre part :

**L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)**  
**Centre Ile-de-France – Versailles-Saclay**  
Représenté par Olivier Sandra, en sa qualité de Président du centre INRAE Ile-de-France – Versailles-Saclay,  
Adresse : RD 10 (Route de Saint Cyr) 78026 Versailles Cedex

**L'Anses est le coordonnateur du groupement de commande et sera l'interlocuteur du titulaire pour tous les actes d'exécution.**

### **2.1      MODE DE PASSATION**

Le présent marché est un marché passé en procédure d'appel d'offres conformément au code de la commande publique (CCP).

## **2.2 OBJET ET FORME**

Le présent marché a pour objet de permettre l'externalisation de la saisie et de la codification de toutes les informations présentes sur les emballages des produits (notamment le nom, la marque, les valeurs nutritionnelles, les listes d'ingrédients...), **directement dans la base de données de l'Oqali**. Les données à saisir et à codifier seront principalement issues de photographies ou PDF des produits.

La description des prestations est détaillée par le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le contrat est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R 2162-1 et suivants du code de la commande publique). Cet accord-cadre à bons de commande fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique.

Le montant maximum sur la durée totale du marché est estimé à 250K HT€.

## **2.3 DUREE**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Le marché débutera au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et pourra être reconduit, par reconduction expresse, selon les modalités ci-dessous :

- La 1<sup>ère</sup> période couvrira la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026 ;
- La 2<sup>ème</sup> période couvrira la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2027 ;
- La 3<sup>ème</sup> période couvrira la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2028.

A cet effet, l'Anses en tant que coordonnateur du groupement prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché ; la non-reconduction ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

**NB : Pour la première période, 1 opérateur diététicien sera mobilisé dans le cadre de cette prestation. A chaque reconduction de marché, le nombre d'opérateurs pourra être ajusté (à la hausse comme à la baisse), via bon de commande en fonction du besoin à satisfaire.**

**Par ailleurs, en plus de l'ajustement par bon de commande réalisé à chaque période, un ajustement supplémentaire par période sera autorisé (à la hausse comme à la baisse) par l'émission d'un bon de commande.**

## **2.4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS) :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire

Seuls les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font foi.

## **2.5 DISPOSITION PARTICULIERE**

Les conditions générales de vente du titulaire et ne sont pas applicables à ce marché.

## **2.6 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.**

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

## **2.7 CO-TRAITANCE**

Le marché sera conclu :

Soit avec un prestataire unique,

Soit avec des prestataires groupés selon la définition suivante :

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré en premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Les cotraitants sont solidaires lorsque chacun d'eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Toute notification d'une décision ou communication du pouvoir adjudicateur est adressée au mandataire qui a seul la qualité pour présenter des réserves.

***En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.***

## **2.8 SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Dans tous les cas de figure, seul le titulaire du marché demeure l'interlocuteur du pouvoir adjudicateur et est responsable de l'ensemble des prestations fournies par son sous-traitant.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment du dépôt de l'offre ou après le dépôt de l'offre dans les conditions définies aux articles L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

**Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :**

- la déclaration de sous-traitance DC4 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ). Ce formulaire est dûment rempli et **signé en original par le titulaire**, (le cas-échéant par le co-traitant), **ET le sous-traitant** non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- le **formulaire tiers fournisseur** joint au DCE,
- un extrait Kbis,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
  - qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
  - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

**ARTICLE 3      CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

**3.1      DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCE AUX NORMES**

Le Titulaire devra se conformer à toutes les procédures organisationnelles et administratives définies au présent CCAP, au CCTP ou qui seront définies par l'Anses en cours d'exécution du présent Marché. L'ensemble de ces procédures s'appliquera de plein droit au Titulaire et sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Le marché devra être exécuté conformément aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

**3.2      LIEUX D'EXECUTION**

Cf. CCTP

**3.3      BONS DE COMMANDES**

**Pour l'exécution de la prestation, chaque établissement établira ses propres bons de commande en fonction de son besoin.**

L'exécution des prestations est déclenchée par bons de commande émis dans les conditions de l'article 3.7 du CCAG/FCS.

Les commandes sont transmises par tout moyen (télécopie, message électronique...).

Chaque bon de commande précise :

- Les références du marché ;
- Le détail des prestations commandées ;
- Le cas échéant le délai d'exécution ;
- L'entité concernée (Direction, laboratoire ...) ;
- L'adresse précise du ou des lieu(x) de livraison ;
- Le (s) prix unitaire(s) contractuel(s) HT, le taux de TVA applicable, les prix TTC ;

- Le cas échéant le devis accepté est annexé au bon de commande.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si, dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la réception de la commande, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis sur toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

**NB : Un délai de deux (2) mois minimum sera respecté pour tout bon de commande ayant pour objet une hausse ou une baisse du nombre d'opérateur. Que ce soit en cas d'ajout ou de retrait, le titulaire devra respecter la date indiquée sur le bon de commande.**

### **3.4 PENALITE**

#### **- *Pénalités sur objectif de livraison :***

En fonction de l'objectif de livraison défini pour le secteur considéré fixé dans le CCTP, des pénalités pourront être appliquées à raison de :

- 15 € par fiche non transmise dans la journée (le nombre de fiches non transmises par jour pourra néanmoins être lissé sur 15 jours avant application des pénalités).
- 50€ par fiche produit erronée, au-delà de 50% de fiches produits erronées transmises par jour.

Ces pénalités ne s'appliqueront qu'au-delà des 6 premières semaines (dites de tolérance).

#### **- *Pénalités pour absence aux réunions :***

Par ailleurs, toute absence du prestataire à une réunion engendrera une pénalité de 150€.

#### **- *Pénalités pour retard dans la prise de fonction et/ou retrait des opérateurs :***

En cas de non-respect de la date indiquée sur le bon de commande pour l'ajout et/ou le retrait d'opérateur(s), une pénalité de 200€ par jour calendaire de retard sera appliquée.

#### **- *Pénalités de cout de formation additionnelle :***

La phase de formation du ou des opérateurs étant conséquente, il est demandé qu'aucun changement de personnel ne se produise durant la prestation (hors demande de l'Anses si le personnel ne respecte pas les objectifs définis ou démission de du personnel concerné). Dans le cas où un changement se produirait en dehors de ces 2 exceptions, le prestataire se verrait dans l'obligation de prendre en charge le coût induit pour l'Anses, à raison de 180€/ jour de formation.

Néanmoins, sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur concerné, les membres du groupement de commande se réservent la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

Ces montants viennent en déduction de la dernière facture. Sinon, ils font l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable des membres du groupement de commande.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG FCS qui exonère le titulaire des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

L'Anses se réserve le droit d'appliquer tout ou partie des pénalités.

### **3.5 SUIVI DE LA PRESTATION**

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Anses pour sa part informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

### **3.6 TRANSPORT**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport sont à la charge du titulaire.

### **3.7 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Dans le cas où le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom des membres du groupement de commande, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

## **ARTICLE 4 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **4.1 PERSONNEL DU TITULAIRE – DOMMAGES**

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels des membres du groupement de commande ou à des tiers,
- aux biens appartenant aux membres du groupement de commande ou à des tiers.

### **4.2 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS**

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société le titulaire s'engage à prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile pour garantir les membres du groupement de commande contre tout préjudice et la baisse du niveau de service.

En cas d'impossibilité par le titulaire de respecter momentanément ses engagements, les membres du groupement de commande pourront faire procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut lui



être imputée sur décision du ou des pouvoirs adjudicateurs concerné(s). La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **4.3 CLAUDE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

#### **4.4 ASSURANCES**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

#### **4.5 CONFIDENTIALITE**

Les données contenues dans les supports et documents fournis par les membres du groupement de commande sont strictement couvertes par les secrets professionnels.

A ce titre, le prestataire est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur aux membres du groupement de commande, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, logiciel, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

En particulier, le prestataire s'engage à respecter, et à faire respecter par son personnel, des règles de confidentialité quant :

- A la structure de l'application et de la base de données de l'Oqali ;
- Aux tables de nomenclatures incluses dans la base de données ;
- Aux emballages reçus et aux données saisies.

Le prestataire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le prestataire s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des logiciels, documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les logiciels utilisés, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces logiciels, documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;

- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels, papiers ou informatisés stockant les informations fournies par les membres du groupement de commande.

A ce titre, le prestataire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du ou des membres du groupement de commande concerné(s).

Les membres du groupement de commande se réservent le droit de procéder à toute vérification qui leur paraîtraient utiles pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

En cas d'opération de maintenance ou de télémaintenance :

Chaque opération de maintenance devra faire l'objet d'un contrat spécifique et d'un descriptif précisant les dates, la nature des opérations et les noms des intervenants, transmis à l'Anses.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers des membres du groupement de commande, le prestataire prendra toutes dispositions afin de permettre d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le prestataire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'Anses avant chaque opération de télémaintenance dont elle prendrait l'initiative. Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'Anses et du prestataire, mentionnant les dates et nature détaillées des interventions de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute du prestataire.

Par ailleurs, le prestataire n'acquiert sur le logiciel de saisie ni sur la base de données de l'Oqali et leurs contenus aucun droit du fait de la présente prestation. Une fois cette prestation finalisée, le prestataire devra s'engager à ne les utiliser sous aucun prétexte.

Toutefois, le prestataire conserve le droit de disposer et d'utiliser librement tous les éléments de savoir-faire qu'il a pu acquérir au cours de l'accomplissement de sa prestation.

#### **4.6 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL**

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables aux membres du groupement de commande.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités des membres du groupement de commande.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;

- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

## **ARTICLE 5      VERIFICATIONS ET ADMISSION**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS, la certification du « service fait » sur l'outil informatique de gestion budgétaire et comptable vaut décision d'admission des prestations.

## **ARTICLE 6      PRIX DU MARCHE**

### **6.1      GENERALITES**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, à l'assurance, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

### **6.2      FORME DU PRIX**

Le marché est traité à prix unitaires.

Pour la première période d'exécution du marché les prix sont fermes.

### **6.3      Variation des prix**

Pour les périodes suivantes, les prix du marché sont révisibles dans les conditions suivantes :

Mise en œuvre des révisions de prix :

Le prix de la prestation est révisé annuellement, à la date anniversaire de prise d'effet du présent marché, suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times \frac{(\text{ICHTrev-TS1})}{\text{ICHTrev-TS0}}$$

**P** = Prix ajusté

**P<sub>0</sub>** = Prix initial, valeur à la date de notification du marché

**S1**= Indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Services administratifs, soutien connu à la date de la demande de révision (*publié au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – INSEE, identifiant : 001565196*)

**S0**= Indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans le secteur Services administratifs, soutien connu à la date de la demande de révision du mois de remise de l'offre (*publié au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – INSEE, identifiant : 001565196*)

La révision des prix intervient sur initiative du titulaire. Le titulaire adresse à l'Anses – service achats marchés - les éléments retenus pour la révision des prix (référence des indices pris en compte) et

calcule les nouveaux prix applicables. Dans un délai de quinze jours à compter de la réception du courrier du titulaire, l'Anses adresse un courrier au titulaire validant ou infirmant le calcul effectué.

Par dérogation dûment motivée par le titulaire, en cas de changement important dans la structure des prix du marché (augmentation coût main d'œuvre ...), le titulaire pourra demander la mise en œuvre d'une révision des prix avant la date anniversaire précitée.

Si des remises sont consenties pour la première année, elles restent valables pour les années reconduites.

Clause de butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de 3 % les conditions précédentes, l'Anses se réserve la faculté de limiter l'augmentation à 3% ou de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

**ARTICLE 7      MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ**

**7.1      AVANCE**

Sauf renonciation du titulaire, exprimée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions du code de la commande publique. Les membres du groupement de commande se réservent le droit d'effectuer le remboursement de l'avance dès la première facture.

**7.2      PAIEMENT**

Les prestations objets du marché seront réglées par facturation mensuelle après service fait.

Pour les modalités de facturation, les prestations sont facturées mensuellement par profil selon deux cas de figure :

- ***en cas de présence permanente de l'opérateur sur le mois concerné, il sera fait application du coût mensuel ;***
- ***en cas de présence partielle de l'opérateur sur le mois concerné : le calcul du coût s'effectuera par réduction du prix mensuel au prorata du nombre de jour de présence :  
(Nombre de jours de présence x prix unitaire mensuel) / 22***

### 7.3 MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Le délai global de paiement est de trente jours maximums à réception des factures sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Lorsqu'il est imputable à un des membres du groupement de commande, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### 7.4 FACTURATION

**La facturation s'effectuera de manière distincte entre l'Anses et l'INRAE au regard des bons de commande émis par chaque établissement.**

#### 7.4.1 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché pour les prestations forfaitaires qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un bon de commande ;
- le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :


Où trouver les informations sur un bon de commande Anses :

A facturer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024

A livrer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  94704 MAISONS ALFORT

Fournisseur

#### 7.4.2 Modalités de dépôts des factures dans CHORUS:


**Pour toute entreprise, le dépôt des factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro ([www.chorus-pro.gouv.fr/](http://www.chorus-pro.gouv.fr/) ; solution gratuite).**

Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.

#### **Pour l'ANSES :**

##### Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser (compte facturé) : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement : le **numéro CBDC** (pour les marchés à Bon de commande)
- Dans chorus : le destinataire est-il l'Etat ? : répondre **NON**
- Code service (facultatif) : l'ANSES n'en a pas.

**En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur :**

**Les factures du sous-traitant sont libellées au nom du titulaire et transmises à ce dernier car celui-ci est le seul responsable de la bonne exécution de la commande vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.**

**Le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :**

- la désignation du sous-traitant ;
- le numéro du marché concerné ;
- la somme à payer au sous-traitant.

**L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.**

**Service chargé du traitement des factures :** Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées, le contact est :

**Anses**

**Agence comptable / Service facturier**

**14 rue Pierre et Marie Curie**

**94701 Maisons Alfort cedex**

**[servicefacturier@anses.fr](mailto:servicefacturier@anses.fr) / 01.77.74.17.22.**

## **POUR INRAE**

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination d'INRAE-centre Versailles-Saclay, via Chorus Pro, sont les suivantes :

- N° SIRET INRAE – centre Versailles-Saclay : 18007003900110
- Code du service concerné à INRAE  
(facultatif) : FACTURES\_PUBLIQUES (548580)
- N° d'engagement juridique  
(Bon de commande INRAE) : Obligatoire (Ex : **4500148779**)
- N° TVA Intracommunautaire : FR 57 180 070 039

Informations complémentaires :

Adresse de facturation

INRAE – Centre Ile-de-France – Versailles-Saclay

SFBC – Service facturier

RD (Route de St Cyr)

78000 VERSAILLES

## **ARTICLE 8      RESILIATION DU MARCHE**

L'Anses a la faculté de résilier le présent accord cadre dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 6 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 29 du CCAG/FCS, ils peuvent être résiliés par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, l'Anses pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou d'une autre commande après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

## **ARTICLE 9      GARANTIE**

Les prestations sont garanties dans les conditions prévues par l'article 33 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 10     AUTRES DISPOSITIONS**

### **POUR L'ANSES**

**La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :**

Le Directeur général de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

**Le comptable assignataire des paiements est :**

Madame l'Agent comptable de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 Maisons-Alfort Cedex

### **POUR L'INRAE**

**La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-59 du code de la commande publique est :**

Le Président du Centre INRAE Ile-de-France – Versailles-Saclay  
RD (Route de St Cyr)  
78000 VERSAILLES

**Le comptable assignataire des paiements est :**

Monsieur l'Agent comptable secondaire - Centre INRAE Ile-de-France – Versailles-Saclay  
RD (Route de St Cyr)  
78000 VERSAILLES

NB : dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable principal de l'Anses.

## **ARTICLE 11     LITIGES**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent.

## **ARTICLE 12     DEROGATIONS**

L'article 2.4 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS ;  
L'article 3.3 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS ;  
L'article 3.4 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS  
L'article 5 déroge à l'article 30 du CCAG/FCS ;  
L'article 6.3 déroge à l'article 38 du CCAG/FCS.